

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/22
11 septembre 2003

(03-4773)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

JAPON

Déclaration de S.E. M. Takeo Hiranuma
Ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie

C'est vraiment un grand honneur pour moi de pouvoir participer ici à la cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, faisant suite à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha.

Nous sommes réunis ici à Cancún pour remplir une importante mission qui est de continuer à avancer dans l'esprit de Doha en franchissant une nouvelle étape vers la réalisation de nos idéaux en matière de "commerce mondial".

Il y a 56 ans, nos prédécesseurs ont fait un grand pas en avant en décidant de conclure l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (le GATT). Grâce au GATT, ils espéraient non seulement parvenir à la croissance dans l'économie mondiale, mais aussi, à travers le commerce, trouver une solution aux problèmes du développement et escomptaient que le commerce contribuerait à terme à une plus grande sécurité, qui se solderait en fin de compte par une plus grande stabilité mondiale. Leurs nobles aspirations étaient le fruit d'une profonde réflexion sur les conséquences de la "première vague de mondialisation" qui avait débuté au XIXe siècle et avait conduit à la confusion économique qui avait débouché sur les tragédies mondiales ayant endeuillé la première moitié du XXe siècle. Le fait qu'ils aient pu maintenir leurs nobles idéaux et conclure avec succès le GATT est véritablement une preuve de leur détermination.

Nous sommes maintenant au cœur même de la "deuxième vague de mondialisation". Le rythme rapide des transformations économiques et sociales et l'incapacité à réformer le système assez vite pour s'adapter à cette évolution ont entraîné des "vides systémiques". En fait, nous sommes aujourd'hui à nouveau confrontés directement à une crise. Cette crise nous a privés des bénéfices que nous aurions dû normalement retirer du processus de mondialisation et a de surcroît creusé l'écart entre les riches et les pauvres, tout en amenant sur le devant de la scène les problèmes de santé et d'environnement, sans parler du problème du terrorisme. Bien que le commerce ne soit pas l'unique solution, il a un rapport avec tous les problèmes mondiaux auxquels nous sommes confrontés, et je suis fermement convaincu que l'OMC a la capacité de s'adapter aux défis posés par la mondialisation.

Le Japon, comme d'autres pays partageant les mêmes idées, appelle de tous ses vœux l'ouverture de négociations pour s'attaquer à de nouvelles questions communément appelées "Questions de Singapour", telles que l'investissement et la facilitation du commerce. Notre philosophie à cet égard se fonde sur la conviction que, comme le pensaient nos sages prédécesseurs qui ont élaboré le GATT, nous ne devons pas essayer de nous fermer aux nouveaux courants de l'activité économique mondiale, car la meilleure façon d'aller de l'avant est de faire face aux nouveaux problèmes avec la participation de tous les pays du monde. Je suis pleinement conscient des préoccupations exprimées par certains pays en développement concernant le lancement de négociations sur l'investissement et sur d'autres "questions de Singapour". Mais je leur demanderai

s'il existe au monde une autre tribune que l'OMC dans laquelle les pays en développement puissent participer à l'élaboration des règles mondiales, règles qui les intéressent et les concernent directement, et dans laquelle leurs préoccupations puissent être prises en compte grâce à un renforcement important des capacités. Nous savons tous ici que les négociations de Doha sont connues sous le nom de "Cycle de développement". Après tout, l'OMC n'a-t-elle pas pour mission de faire en sorte que tous les pays, y compris les pays en développement, participent pleinement à l'élaboration des règles pour l'avenir?

Dans le domaine de l'agriculture, notre position de base est que nous devrions essayer d'établir des règles permettant "la coexistence de différents types d'agriculture". La base des discussions devrait être le plein respect de la diversité de l'agriculture eu égard aux conditions très différentes régnant dans chaque pays, et la prise en compte de préoccupations non commerciales telles que la protection de l'environnement et le développement rural. Le Japon a l'un des marchés les plus ouverts du monde pour les produits agricoles en provenance de tous les pays y compris les pays en développement, étant donné que son taux d'autosuffisance alimentaire est maintenant tombé à 40 pour cent, ce qui est très peu. Le Japon est déterminé à poursuivre les réformes. La seule façon d'y parvenir est de respecter pleinement, entre autres, la position des pays importateurs nets de denrées alimentaires qui supporteront l'essentiel du poids de la réforme. Je voudrais souligner que la ferme opposition du Japon à l'augmentation obligatoire des contingents tarifaires et au plafonnement des tarifs est naturelle et indispensable aux yeux de ce pays pour parvenir à la "coexistence des différents types d'agriculture" tout en continuant à réformer le marché le plus ouvert du monde.

Dans le secteur des produits non agricoles, le Japon est favorable à une formule de réduction unique et simple afin de corriger dans une certaine mesure les différences tarifaires existant entre les pays. Cette question est souvent considérée comme le conflit type entre pays développés et pays en développement. Nous ne partageons pas cette analyse. Nous pensons que même entre les pays en développement il existe d'importantes différences dans les taux de droits, et qu'en aplanissant ces différences tarifaires, on générera une expansion du commerce mondial qui entraînera naturellement une augmentation des échanges Sud-Sud.

Je voudrais clore mon intervention en vous disant que c'est avec beaucoup d'excitation que je me joins à la grande entreprise dans laquelle nous nous engageons en essayant de créer un nouveau cadre pour le "commerce mondial" et de poursuivre l'action engagée à Doha. J'ai l'intention pour ma part de n'épargner aucun effort lorsque je travaillerai avec mes collègues de toutes les nations pour faire en sorte que les négociations sur le Programme de Doha pour le développement contribuent largement au succès de la Conférence de Cancún.

Pour terminer, je voudrais souhaiter la bienvenue au Cambodge et au Népal qui seront les deux premiers pays les moins avancés à entrer à l'OMC depuis sa création. J'espère que d'autres pays actuellement en cours d'accession, y compris des pays comme l'Arabie saoudite qui ont déjà conclu des accords bilatéraux avec le Japon arriveront bientôt au terme du processus.
